

[Texte]

difficult. There are barriers, and we have felt that some of the goods, products, and services that we provide here do not have enough opportunity to flow freely into the United States. This is nothing new for the Winnipeg Chamber of Commerce. It has been part of our policy and our direction for the last decade.

Mr. Fretz: In the second-to-last line of the second paragraph you state that it is "absolutely imperative to ensure the future prosperity of Canada". You are not satisfied with the status quo. Why are you not satisfied with the status quo? Is it because you do not like what can happen as a result of our relationship with GATT? The omnibus bill that is in the United States—just expand on that a bit. What about ensuring the future?

• 0955

Ms Dobbie: It seems to me and it seems to the members of the Chamber of Commerce that if we do not take our place in the world as an equal partner and are not prepared to meet the challenges of competition, we are not going to have any opportunity in the 21st century to advance. And never mind: the United States could fall into a black hole tomorrow and Canadians would still be in the same position as they are today. If we do not begin to look outward instead of inward, we will not be in any position to meet the challenges of a more global community that we are going to be facing, and that we increasingly face every day.

As I said previously, we have an advantage in dealing with the United States. We know these people. We speak the language. We have some relationship, some historical friendly relations to help us improve our trade opportunities. Imagine what we would be like if we suddenly lost that market completely and had to face the realities of the rest of the world.

I have done a little travelling, and I have had a little opportunity to talk to people who export and import and work in commerce on a world-wide basis. Believe me, we are naive, as Canadians, we are unsophisticated, and we are somewhat of a joke in certain marketplaces. I think it is very important that we start to recognize that we must grow up as a nation and be willing to face the challenges presented to us. Free trade with the United States is a darn good way to start that.

Mr. Fretz: On the last page of your presentation to us, page 6, under "Investment", you state: "The relaxing of rules regarding foreign investment should help draw new business ventures into Canada". Since 1984, and with the abandonment of FIRA, approximately one million jobs have been created in this country. What about foreign investment? You mentioned that some people are fearful of investment from the United States while welcoming

[Traduction]

difficile d'avoir accès vers l'est et vers l'ouest. Il y a des barrières. Et nous avons constaté que certaines marchandises, produits et services fabriqués ici n'arrivaient pas à pénétrer librement aux États-Unis. Il y a là rien de bien nouveau pour la Chambre de commerce de Winnipeg. Cela fait partie de nos politiques et de nos objectifs depuis une bonne dizaine d'années.

M. Fretz: Dans l'avant-dernière ligne de ce deuxième paragraphe, vous affirmez que cet accord est un élément absolument essentiel si l'on veut assurer la prospérité future du Canada. La situation actuelle ne vous satisfait pas. Pour quelles raisons la trouvez-vous insatisfaisante? Est-ce parce que vous n'avez pas aimé les résultats de notre association avec le GATT? Ce projet de loi omnibus qui a été présenté aux États-Unis—voudriez-vous en parler un peu plus. Que voulez-vous dire par garantir un avenir prospère?

Mme Dobbie: Il me semble, et c'est également l'avis des membres de la Chambre de commerce, que si nous ne prenons pas notre place dans le monde, à titre de partenaire à part égale, et si nous ne sommes pas disposés à affronter les défis de la concurrence, il nous sera impossible de progresser au cours du 21^{ème} siècle. De toutes façons, si les États-Unis disparaissent demain, les Canadiens se trouveraient encore dans la même position. Si nous ne commençons pas à regarder vers l'extérieur plutôt qu'à l'intérieur, il nous sera impossible de nous attaquer au défi que constitue une communauté de plus en plus mondiale.

Comme je le disais auparavant, nous sommes bien placés pour faire des affaires avec les États-Unis. Nous connaissons ce peuple. Nous parlons sa langue. Nous avons déjà établi des rapports, des rapports amicaux sur le plan historique qui pourraient nous aider à améliorer notre position commerciale. Imaginez ce qui pourrait se passer si tout à coup nous perdions ce marché et devions faire face aux réalités du reste du monde.

Je n'ai pas beaucoup voyagé et j'ai rarement eu l'occasion de parler à des gens qui exportent et importent et font du commerce avec le monde entier. Mais croyez-moi, nous sommes naïfs, nous Canadiens. Nous ne sommes pas très raffinés et parfois on se moque de nous dans certaines régions. Je pense qu'il est très important d'accepter le fait que notre pays doit grandir et être prêt à affronter les défis qui apparaissent. S'attaquer au libre-échange avec les États-Unis me semble une excellente façon de commencer.

M. Fretz: A la dernière page de votre mémoire, la page 6, sous le titre «Investissements», vous déclarez: «l'assouplissement des règles concernant les investissements étrangers devrait attirer de nouveaux investissements au Canada». Depuis 1984 et l'abandon de l'AEIE(FIRA), on a constaté la création d'un million d'emplois environ au Canada. Qu'en est-il des investisseurs étrangers? Vous avez mentionné que certains